

COMMISSION EUROPÉENNE

La Belgique se fait remonter les bretelles

Jean-Claude Juncker a sévèrement critiqué la Belgique qui est le seul membre à ne pas avoir rentré de candidat pour un poste de commissaire.

● Emmanuel HUET

Si la Belgique a pris la mauvaise habitude de tirer en longueur pour la composition du gouvernement fédéral, l'Europe, elle, semble plutôt contrariée par notre mode de fonctionnement. Ce week-end, Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la prochaine Commission européenne, a sommé notre pays de désigner un ou plusieurs candidats pour la Commission.

Ce poste en vue est un enjeu majeur dans les négociations entamées en vue de former la prochaine coalition dite suédoise. Entre NV-A et libéraux (MR et Open-VLD), le poste de commissaire européen pèse autant dans la balance que celui de Premier ministre.

Mais Jean-Claude Juncker

n'en a que faire des mauvaises habitudes belges. Et il souhaite obtenir un candidat afin de pouvoir former son équipe au plus vite. Il s'est fixé l'objectif d'attribuer les différents portefeuilles vers le 10 septembre.

Ailleurs en Europe, les différents États se positionnent pour obtenir les postes clés. Notre pays, pilier de la construction européenne, pour-

rait ainsi écopier des postes de seconde ligne si aucun candidat n'est désigné rapidement. Jean-Claude Juncker a accusé notre pays « de paralyser l'Europe » car c'est le seul membre qui n'a pas encore transmis le nom de son candidat.

L'ancien Premier ministre luxembourgeois n'hésite pas non plus à clamer que le candidat belge devrait être une femme. Actuellement, Juncker peine à respecter un équilibre hommes-femmes car les candidats présentés par les autres membres de l'Union sont majoritairement des hommes.

Qui aurait le profil en Belgique ? Marianne Thyssen, eurodéputée CD&V est clairement sortie du bois la semaine dernière. Mais cette

sortie n'a pas forcément fait les affaires de son parti qui voyait bien Kris Peeters à la succession de Di Rupo. Pre-

mier ministre et commissaire européen sous la même bannière, cela passerait difficilement.

Retour de Verhofstadt, crédible ?

Si Thyssen venait à intégrer l'équipe de Juncker, il faudrait chercher un Premier du côté des libéraux. Reynders ? Pas sûr que Charles Michel lui ferait ce cadeau. Côté Open-VLD, la candidature d'Alexander De Croo ne fera certainement pas l'unanimité auprès des francophones.

Et c'est peut-être dans ce contexte que les regards se tournent vers Guy Verhofstadt. Populaire en Flandre – il a réalisé le plus gros score lors des élections européennes, l'eurodéputé gantois jouit aussi d'une certaine confiance dans le sud du pays. Alors qu'il brigait le poste de Juncker à la présidence de la Commission, il a dû se contenter de la présidence de son groupe, l'ALDE. Un retour au premier plan en Belgique lui permettrait-il de rebondir ? ■

Deux postes clés attribués

L'Union européenne s'est dotée samedi de deux nouveaux visages, avec le Polonais Donald Tusk à la tête du Conseil et l'Italienne Federica Mogherini comme chef de sa diplomatie, au moment où l'Europe affronte sa plus grave crise depuis la fin de la guerre froide avec le conflit en Ukraine.

L'UE a complété son trio de tête. Le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker avait été désigné fin juin président de la Commission européenne. L'équilibre politique reste in-

changé : deux conservateurs et une socialiste.

Avec la nomination de M. Tusk, c'est la première fois qu'un pays de l'Est obtient un des postes majeurs de l'UE.

Premier ministre polonais depuis sept ans, M. Tusk succédera début décembre à Herman Van Rompuy, qui a été le premier président permanent du Conseil, un poste stratégique chargé de coordonner le travail des chefs d'État et de gouvernement, et de représenter l'UE à l'étranger aux côtés du prési-



dent de la Commission.

M^{me} Mogherini, 41 ans, présente un tout autre profil. Ministre des Affaires étrangères depuis seulement quelques mois, elle fait partie de la famille socialiste européenne et est considérée comme trop souple vis-à-vis de la Russie. ■ (B)